

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2024

PLFSS POUR 2025 - (N° 325)

Adopté

AMENDEMENT

N° AS1411

présenté par
M. Rodwell

ARTICLE 6

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis plus de 20 ans, la politique de baisse du coût du travail mise en oeuvre en France joue un rôle central pour accroître le pouvoir d'achat des salariés, stimuler l'emploi, renforcer la compétitivité des entreprises et l'attractivité économique de la France. C'est la raison pour laquelle cette politique a été pérennisée et consolidée de manière constante par les gouvernements successifs, toutes majorités politiques confondues.

Cette politique s'est notamment traduite par des mesures ciblées de baisse et d'exonération des cotisations salariales et patronales pesant sur les salaires des Français et sur la compétitivité des entreprises.

Depuis 2017, cette politique de baisse du coût du travail, consolidée et modernisée durant ces dernières années, s'est inscrite au coeur d'un ensemble de réformes structurelles menées pour soutenir l'emploi, développer l'appareil productif français, moderniser le marché du travail, alléger la fiscalité et simplifier la vie des entreprises.

Depuis 2017, ces réformes ont porté leurs fruits. Après 40 ans de désindustrialisation, plus de 200 usines ont rouvert en France depuis 3 ans. Après 40 ans de chômage de masse, la création de plus de 2,5 millions d'emplois depuis 2017 met la France sur le chemin du plein-emploi. Pour la cinquième année consécutive en 2023, la France est restée le pays le plus attractif d'Europe pour les investissements étrangers.

A l'encontre de cette dynamique, l'article 6 du PLFSS pour 2025 prévoit de réformer et de restreindre cette politique de baisse du coût du travail en réduisant partiellement les exonérations de charges dont bénéficient aujourd'hui les chefs d'entreprises et les salariés.

Si le triple objectif poursuivi par le Gouvernement visant à rapprocher le salaire perçu par le salarié du coût supporté par l'employeur, à simplifier les dispositifs d'allègement de charges, et à réduire le déficit public constitue, à juste titre, une priorité, cet objectif ne pourra être atteint par un alourdissement des charges pesant sur les entreprises et les salariés.

En ce sens, cet amendement propose de revenir sur la hausse de charges prévue à l'article 6 du PLFSS 2025 en supprimant cet article.